

L'après-poutinisme en Russie : une succession ouverte ?

Vladimir Tchernega

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE** 2019/2 Été , PAGES 157 À 168

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037300027

DOI 10.3917/pe.192.0157

Date de mise en ligne : 05/06/2019

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2019-2-page-157?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2019-2-page-157?lang=fr).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

L'après-poutinisme en Russie : une succession ouverte ?

Par **Vladimir Tchernega**

Vladimir Tchernega est chercheur principal à l'Institut de l'information en matière de sciences sociales de l'Académie des sciences de Russie (INION RAN). Politologue et ancien diplomate russe, de 1998 à 2013, il a été responsable des programmes de coopération avec les pays post-soviétiques au Conseil de l'Europe.

Un débat semble s'ouvrir, y compris dans les cercles du pouvoir, sur l'après-Poutine. S'agit-il de maintenir, au-delà de l'actuel président, un État au fonctionnement spécifique par rapport aux normes occidentales ? Le projet purement politique n'est pas seul en cause, tant la dégradation économique et le mécontentement de la population pourraient s'imposer aux dirigeants. L'avenir du régime dépendra largement des choix économiques du gouvernement, de leur succès ou de leur échec.

politique étrangère

Depuis février 2019, la Russie vit dans la presse un débat inédit sur « le problème de 2024 » – date des présidentielles qui devraient normalement mettre fin aux mandats de Vladimir Poutine. Plusieurs articles ont provoqué une vraie agitation parmi hommes politiques et experts. Et à en juger pas leurs échos dans les réseaux sociaux, ils ont suscité un grand intérêt dans la société russe elle-même.

Le débat a été lancé par Vladislav Sourkov, conseiller du président, et à l'origine du concept d'une démocratie « souveraine » et « gouvernée ». Il a publié le 11 février 2019 dans la *Nezavisimaya Gazeta*, journal réputé libéral mais de plus en plus proche des vues du Kremlin : « Le long État de Poutine. » Ce texte s'inscrivait dans la suite d'une autre publication – « La solitude d'une métisse » –, parue en avril 2018 dans la revue *La Russie dans la politique mondiale*, où il affirmait que la Russie, « ni d'Europe, ni d'Asie », était condamnée à « une solitude géopolitique¹ ». Il ne s'agissait pas encore du « problème de 2024 »...

1. V. Sourkov, « La solitude d'une métisse », *Rossiâ v Global'noj Politike*, 9 avril 2018, disponible sur : <<https://globalaffairs.ru>>.

Pour l'essentiel, le nouvel article constituait une apologie du « système Poutine », éclairant certaines conceptions du poutinisme et de ses perspectives. Pour Vladislav Sourkov, la démocratie occidentale « n'est qu'une illusion de choix », qui cache « un État profond » : le pouvoir des services spéciaux et d'autres « acteurs de l'ombre » qui tirent en coulisse les ficelles du jeu politique, tout en préservant des apparences démocratiques. D'où la conclusion qu'en Occident coexistent « État profond » et « État apparent ».

L'État sous sa forme « pure »

Par opposition, la Russie de Vladimir Poutine a, selon Sourkov, le mérite d'avoir rejeté cette « illusion de choix » et donc ce dualisme d'État. Elle arbore donc clairement un État sous sa forme « pure », brutale, qui fonctionne sans ambages et en toute tranquillité. Ce type d'État serait nouveau, créé par Vladimir Poutine ; il aurait d'ores et déjà prouvé sa vitalité et son efficacité, bien que n'en étant qu'au début de son existence. « La grande machine politique de Vladimir Poutine n'en est qu'à prendre son élan, et se prépare à un travail difficile mais passionnant². »

La singularité de la « machine » consiste, d'une part à réunir l'essentiel du pouvoir dans la fonction présidentielle, d'autre part à s'appuyer sur un « peuple profond » russe qui vit sa propre vie, quelque peu mystérieuse, loin de celle des élites, et pratiquement ignorée des sociologues. Vladimir Poutine, lui, comprend ce peuple et cette vie mieux que quiconque, ce qui explique sa longévité politique.

Dans ce nouveau système, toutes les institutions ont une tâche principale : « La création de la confiance et d'une interaction efficace entre le souverain suprême et les citoyens³. » Sous la houlette de Vladimir Poutine, la Russie a finalement cessé de tenter de s'intégrer à l'Occident – une tentation « contre-nature ». Elle est aujourd'hui en accord avec son âme profonde, et peut être fière de sa souveraineté, de ses valeurs, de sa capacité à faire face à l'hégémonie des États-Unis et de leurs alliés. Vladislav Sourkov souligne également : « On nous accuse d'ingérence dans les pays occidentaux, mais nous faisons mieux : nous pénétrons dans le cerveau des gens⁴. » Il fait là référence à l'attractivité de l'idée souverainiste et des valeurs chrétiennes traditionnelles, défendues par le régime avec un large soutien de la population.

2. V. Surkov, « Le long règne de Poutine », *Nezavisimââ Gazeta*, 11 février 2019, disponible sur : <www.ng.ru>.

3. *Id.*

4. *Id.*

L'apologie de l'autocratie, d'un État policier, et des « valeurs profondes nationales » est une longue tradition en Russie. La partie clé de l'article est donc ailleurs : « Notre nouvel État aura une longue et glorieuse histoire. Cet État ne se brisera pas, il agira à sa manière et continuera à engranger des prix dans la division supérieure de la lutte géopolitique⁵. » Experts et journalistes russes ont vu là un message du « cercle proche » du chef de l'État, issus essentiellement de l'actuel FSB (Service fédéral de sécurité), du complexe militaro-industriel et, plus récemment, de l'armée russe. Ces « seigneurs » du régime entendent d'abord que Vladimir Poutine demeure au pouvoir au-delà de 2024. Selon la Constitution russe, Poutine ne peut plus être candidat, mais celle-ci pourrait être modifiée. Le Parlement russe, *de facto* dirigé par l'administration présidentielle, tout comme les élites régionales (dont l'accord aux deux tiers est nécessaire) soutiendraient sûrement une telle modification. Mais si Vladimir Poutine partait quand même, le régime et sa politique actuelle devront perdurer. Apparemment, les « seigneurs » seraient disposés à s'en charger...

La presse russe n'a pas manqué de relever à ce propos le discours prononcé par le général Valery Gerassimov, chef d'État-major des armées, devant une conférence sur les questions stratégiques le 2 mars 2019. Le général y insistait sur l'existence d'une stratégie américaine dite « du cheval de Troie », basée sur la combinaison de frappes d'armes précises sur les centres vitaux de l'adversaire, et d'actions d'une « cinquième colonne » à l'intérieur des pays visés. Cette dernière « colonne » agirait conformément aux techniques des « révolutions en couleur », élaborées aux États-Unis. Selon le général, la Russie est prête à affronter ce scénario⁶.

D'ordinaire, les militaires russes ne se mêlent pas des problèmes de politique interne. Il leur est certes arrivé d'intervenir dans le pays, comme en 1993, lorsque les chars bombardèrent, sur ordre de Boris Eltsine, le Parlement rebelle. Mais les généraux furent très réticents devant cet ordre, et Boris Eltsine dut se rendre en personne au ministère de la Défense pour que son ordre soit exécuté. La situation a apparemment changé avec Sergueï Choïgou, très influent ministre de la Défense souvent aux côtés de Vladimir Poutine, non seulement dans ses voyages officiels à l'étranger, mais aussi dans ses déplacements « privés » en Russie.

5. *Id.*

6. « La « cinquième colonne ». À l'attention du chef d'État-Major des armées : est-ce déjà une guerre civile chez nous ? », *Novye Izvestiâ*, 4 mars 2019, disponible sur : <<https://newizv.ru>>.

« Ralentir le mouvement en politique étrangère ? »

Le 13 février dernier, deux jours après Vladislav Sourkov, le Premier ministre Dmitri Medvedev publiait son propre article sur le site de l'agence RIA Novosti, article consacré exclusivement aux problèmes économiques et sociaux du pays⁷. Comme le relevait l'hebdomadaire populaire *Arguments de la semaine*, cet article transmettait un message d'une partie « plus prudente » de la classe dirigeante russe. « Cette frange estime

que, dans une situation économique toujours compliquée il vaudrait mieux ralentir le mouvement en matière de politique étrangère. Il est grand temps de s'occuper d'affaires internes, notamment dans le domaine social.⁸ » On ajoutera que Dmitri Medvedev et son entourage sont généralement considérés en Russie comme des « libéraux ». En réalité, ils ne le sont pas au sens politique de ce terme, mais ils souhaitent moins d'État dans l'économie, et une politique étrangère qui tienne davantage compte des réalités économiques et sociales du pays. Ce qui, inévitablement, signifierait un poids moindre pour les services spéciaux et l'armée.

Pour *Arguments de la semaine*, le doute n'était pas permis : Vladimir Poutine, dans son discours annuel du 20 février 2019 devant l'Assemblée fédérale (qui réunit la Douma d'État et le Conseil de la Fédération) avait préféré ce dernier message – il y avait parlé essentiellement des problèmes économiques et sociaux, se montrant relativement conciliant à l'égard des États-Unis et de leurs alliés⁹.

Dans quelle mesure ce virage apparent de Vladimir Poutine traduirait-il ses intentions réelles ? On doit pour l'heure relever la parution dans un autre journal populaire, *Moskovski Komsomolets*, le 15 mars 2019, de deux autres articles sur « le problème de 2024 », qui ont provoqué encore plus de commentaires que l'article de Vladislav Sourkov.

Le premier d'entre eux, « La fin de l'époque Poutine : comment cela se passera ? » est publié sous la signature Mikhaïl Rostovski, journaliste connu pour ses liens avec certains personnages du Kremlin. Son idée principale est la nécessité absolue d'assurer un « changement constitutionnel » du pouvoir en Russie, ce qui exclut un nouveau mandat de Vladimir Poutine sous quelque forme que ce soit. L'auteur reconnaît que

7. « Dmitri Medvedev sur les buts stratégiques du développement du pays », *Ria Novosti*, 13 février 2019, disponible sur : <<https://ria.ru>>.

8. A. Uglov, « Le sens caché du message *urbi et orbi* », *Argumenty Nedeli*, 7-13 mars 2019, disponible sur : <<http://argumenty.ru>>.

9. « Discours du président à l'Assemblée fédérale », Kremlin.ru, 20 février 2019, disponible sur : <<http://kremlin.ru>>.

le système actuel repose sur la personne de Vladimir Poutine, ce qui rend un « changement constitutionnel » particulièrement délicat, et même dangereux car dans le pire des scénarios son départ pourrait conduire à « une guerre de clans ». Mais pour Mikhaïl Rostovskiï, étant donné l'état actuel de la société russe, il n'y a pas d'alternative à un renouvellement réel du pouvoir. Pour lui, Vladimir Poutine n'a d'ailleurs nulle intention de recourir aux astuces politiques ou institutionnelles pour demeurer au pouvoir. Mais à toute éventualité, le journaliste prévient : « Tout faux, toute tentative de tromper, de recourir à un trucage comme, par exemple, le passage à un régime parlementaire non seulement seraient rejetés par la société, mais renverraient la Russie en arrière, vers le temps des troubles¹⁰. »

Le deuxième article, rédigé par Nikolaï Vardoul, écrivain et journaliste, a pour titre : « Le point de bifurcation : vers 2024. » L'auteur y rappelle que l'histoire de la Russie a connu plusieurs « points de bifurcation », où le pays pouvait choisir une monarchie constitutionnelle ou un régime parlementaire, mais que toutes ces occasions ont été ratées. Il est donc vital de ne pas manquer la date de 2024 – sinon la Russie pourrait de fait suivre l'option suggérée par Vladislav Sourkov : aller vers la « solitude géopolitique », « aux côtés de la Corée du Nord, à qui ne reste plus que la consolation du cliquetis des armes »¹¹.

Pour qui sait comment fonctionnent les médias russes, il est clair que ces articles n'auraient pas pu paraître sans l'appui de personnes occupant des positions importantes dans les cercles du pouvoir. De toute façon, un débat sur les perspectives du poutinisme et de l'après-poutinisme en Russie est ainsi lancé, et il montre des dissensions de principe au sein des élites. En fait, il s'agit d'une lutte, menée jusqu'ici en coulisses, sur les choix stratégiques à opérer dans cette perspective de 2024. Cette lutte revêt un caractère plus ouvert du fait de l'absence de perspectives économiques positives, et d'une détérioration rapide du climat social dans le pays.

On rappellera que, de 2008 à 2017, la moyenne de la croissance économique en Russie n'a pas dépassé 0,7 % du produit intérieur brut (PIB). En 2017 elle était de 1,6 %, en 2018 de 2,3 %, mais en 2019 elle devrait de nouveau se situer entre 1,3 % et 1,7 %. Les autres grands acteurs géopolitiques, États-Unis, Chine ou Inde font beaucoup mieux. Mais le problème n'est pas même là. En dépit de cette relative stagnation, l'économie russe,

10. M. Rostovskiï, « La fin de l'époque Poutine : comment cela se passera », *Moskovskij Komsomolec*, 15 mars 2019, disponible sur : <www.mk.ru>.

11. N. Vardoul, « Le point de bifurcation : vers 2024 », *Moskovskij Komsomolec*, 15 mars 2019.

contrairement à l'idée que propagent en Occident nombre d'hommes politiques et d'experts sans parler des médias, reste relativement puissante et occupe, en termes de parité de prix, la 6^e place dans le monde – devant la Grande-Bretagne et la France. C'est surtout sa qualité qui laisse à désirer. Le retard technologique, la médiocre réceptivité de son secteur industriel à l'innovation, et une productivité peu élevée, ne lui laissent guère de chance de figurer parmi les gagnants de la compétition mondiale, de plus en plus dépendante des nouvelles technologies, de la révolution numérique et de l'Intelligence artificielle. La dépendance du pays vis-à-vis des exportations de gaz et de pétrole, bien qu'elle ait diminué ces dernières années, reste en outre très importante.

Les grandes causes de ce retard quantitatif et qualitatif ont été listées ailleurs¹². On peut les rappeler très brièvement : un poids excessif de l'État dans l'économie (plus de 70 % du PIB), notamment sous forme de grands monopoles ; et, comme revers de la médaille, une part très faible de petites et moyennes entreprises (PME) (21 %, par rapport à 48 % dans l'Union européenne et 58 % aux États-Unis) ; une ingérence permanente dans l'économie des « structures de force » (police, Service fédéral de sécurité – FSB –, Parquet), source principale d'une corruption massive ; la pression néfaste d'une énorme machine bureaucratique inventant sans trêve nouveaux interdits, règlements, taxes, et changeant ainsi à un rythme effréné les « règles du jeu ». On ajoutera la démotivation des élites à investir dans le secteur productif dans un contexte où les exportations de gaz, de pétrole, de matières premières, dégagent assez de bénéfices pour assurer, légalement ou par la corruption, la prospérité des couches sociales supérieures...

Les sanctions occidentales liées au conflit en Ukraine ont fait naître deux tendances contradictoires. D'une part elles ont aggravé les difficultés économiques ; d'autre part elles ont poussé une partie des investisseurs russes à rechercher leurs profits dans les infrastructures, dans certaines branches industrielles, ou dans l'agriculture. C'est cette dernière qui y a le plus gagné. L'URSS devait importer chaque année plus de 20 millions de tonnes de blé ; la Russie est aujourd'hui la plus grande exportatrice de blé du monde (presque 40 millions de tonnes en 2017), et elle exporte de plus en plus de viande de porc, de volaille, d'huile végétale, de soja...

La plupart des experts russes sont persuadés que la Russie, pays largement auto-suffisant et dont la population montre une résilience particulière, peut supporter toutes les sanctions. Celles-ci compliquent

12. V. Tchernega, « La Russie à l'horizon de 2024 », *Diplomatie*, septembre-octobre 2018, p. 46-51.

le développement technologique et rendent difficile une augmentation durable du niveau de vie de la population. Mais elles ne peuvent détruire l'économie russe, et ce d'autant qu'il est fort peu probable que de nouvelles puissances comme la Chine, ou l'Inde, ou nombre d'autres pays, rompent leurs liens avec Moscou.

Il reste qu'un autre problème, central, se pose au pouvoir : comment faire accepter les difficultés économiques à la population, dans le contexte social que l'on connaît ? Les sondages indiquent que la grande majorité des Russes serait disposée à résister à la pression des États-Unis et de leurs alliés, mais à condition que le fardeau soit équitablement réparti, c'est-à-dire partagé par les riches. Et c'est là que le bât blesse. Une étude publiée en Russie début mars 2019 montre que le nombre de milliardaires du pays augmente (24 % de plus vers 2023, selon les prévisions), alors que la plupart des Russes se sont appauvris depuis 2008. Qui plus est, le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté a augmenté en 2017-2018, passant de 17 % à 19 %¹³. Le décalage entre riches et pauvres, l'un des plus élevés d'Europe, ne cesse de s'agrandir dans le pays. Mais la classe dirigeante russe refuse obstinément l'idée de solidarité, et en particulier l'un de ses éléments les plus significatifs : l'impôt progressif sur le revenu. Ceux qui gagnent 150 euros par mois et les plus aisés au revenu mensuel de 100 000 euros, payent leurs impôts sur le même pourcentage : 13 %.

Pas d'impôt progressif sur le revenu

Le problème de l'accroissement des inégalités n'est certes pas propre à la Russie. Mais dans une conjoncture de stagnation économique et de corruption massive, qui permet à un grand nombre de « serviteurs d'État », à tous niveaux, d'amasser impunément des fortunes colossales, cette tendance exaspère de plus en plus la population. En outre, on assiste en Russie à la formation d'une nouvelle « noblesse héréditaire ». Ces mêmes « serviteurs » lèguent à leur descendance non seulement les fortunes en question, mais aussi les postes de commande des administrations d'État, des monopoles d'État, et d'autres structures financées sur le budget public. Les élites tiennent partout à assurer leur reproduction, mais cette stratégie revêt en Russie la forme grossière d'une nouvelle féodalité. La promotion sociale des jeunes issus de familles modestes, déjà très difficile, devient encore plus problématique, ce qui aggrave le sentiment d'injustice sociale. Et au lieu de s'attaquer à la

13. « Il y aura plus de super-riches en Russie », *Moskovskij Komsomolec*, 7 mars 2019, disponible sur : www.mk.ru.

racine du problème, les députés russes ont voté en mars 2019 une loi interdisant la propagation « de fausses informations » sur ce sujet, ainsi que les « insultes contre les symboles d'État ». Cette loi étant interprétée par l'opinion comme une tentative d'éliminer toute critique à l'égard de l'État et ses « serviteurs »¹⁴.

Le mécontentement général de la population s'est aggravé de la réforme des retraites qui, à compter du 1^{er} janvier 2019, augmente progressivement l'âge de départ de 60 à 65 ans pour les hommes, et de 55 ans à 60 ans pour les femmes. La plupart des Russes, en particulier les femmes, considéraient l'âge de la retraite comme la garantie d'un supplément de revenu dans une situation de salaires généralement bas (580 euros en moyenne en 2019) ; de plus, en termes réels ces salaires n'ont pas progressé depuis 2008. On relèvera également que l'espérance moyenne de vie pour les hommes ne dépasse pas 64 ans, et 77 ans pour les femmes.

Le gouvernement ne s'est pas contenté de cette mesure, et a en même temps augmenté la TVA de 18 % à 20 % – une TVA particulièrement injuste, puisque payée par l'ensemble de la population indépendamment de son revenu. Facteur supplémentaire de mécontentement : en présentant la réforme des retraites, Vladimir Poutine a, une fois de plus, rejeté l'initiative des députés communistes visant à introduire un impôt progressif. Ajoutons encore, en toile de fond, une loi passée au Parlement en mars 2017, sur les allègements fiscaux au profit des oligarques frappés par les sanctions des États-Unis ou de l'Union européenne¹⁵. Des allègements concernant, entre autres, leurs jets et yachts privés...

Dans la presse et sur les réseaux sociaux, les commentaires furent unanimes. Le pouvoir russe voulait faire payer au peuple l'inefficacité de l'économie et les dommages causés par les sanctions occidentales, sans toucher aux intérêts des riches. Experts indépendants et journaux ont aussi tiré cette conclusion que le pouvoir s'était définitivement éloigné des réalités de la vie du pays.

Ce mécontentement s'est répercuté sur la cote de popularité de Vladimir Poutine, la concentration des pouvoirs dans ses mains lui jouant un mauvais tour. En décembre 2018, 55 % des Russes interrogés l'estimaient responsable de la baisse du niveau de vie dans le pays, et seuls 36,3 %

14. V. Kostikov, « Des calculs stupides. Pourquoi le pouvoir ne comprend pas son peuple », *Argumenty i fakty*, 20-26 mars 2019, disponible sur : <www.aif.ru>.

15. E. Kopalkina, « Poutine a allégé le fardeau des oligarques », *Gazeta*, 4 avril 2017, disponible sur : <www.gazeta.ru>.

(62 % en avril 2018) lui maintenaient leur confiance sur cette question. En janvier 2019, cette confiance était même plus basse – 33,4 %. Une tendance contradictoire, puisque dans le même temps 62,1 % des personnes interrogées estimaient que Vladimir Poutine gouvernait plutôt bien la Russie. Il faut cependant comparer ce chiffre (incluant le bilan du président en matière de politique étrangère) avec celui du mois d'avril 2018 – soit 82 %¹⁶...

Les sondages montrent également un changement des préoccupations des Russes. En novembre 2018, seules 49 % des personnes interrogées plaçaient en tête de leurs priorités la « grandeur » et la puissance militaire du pays – elles étaient 67 % en 2014. Qui plus est, 69 % d'entre elles se déclaraient persuadées que la « grandeur » devait s'appuyer sur une économie moderne et le bien-être de la population. 59 % désignaient comme « valeur essentielle » la justice sociale. Le nombre de Russes souhaitant plus de démocratie et de libertés passait de 27 % en 2014 à 37 %¹⁷.

La « grandeur » contre l'économie ?

Il faut aussi noter qu'en Russie, où n'existe guère de « culture de la manifestation », et où une législation draconienne prohibe *de facto* ce type de protestation, les mouvements profonds de l'opinion publique sont généralement lents et peu visibles. Pourtant, à un moment donné, la goutte peut faire déborder le vase, et ces mouvements devenir irréversibles.

Vladimir Poutine a apparemment senti le danger. En mai 2018, après son intronisation, il lançait 12 « projets nationaux » supposés assurer vers 2024 une « percée » économique et technologique du pays. La croissance économique, par exemple, ne devait pas être inférieure à 4 %, le nombre d'entreprises mettant l'accent sur l'innovation devait atteindre 50 %, le nombre des PME passer de 21 % à 30 % (et atteindre 40 % en 2030), la pauvreté devait être réduite de moitié, cinq millions de Russes devaient avoir de nouveaux logements, l'espérance de vie moyenne dépasser 78 ans (elle est actuellement de 73 ans, mais comme on l'a mentionné de 64 ans seulement pour les hommes). Vladimir Poutine soulignait alors que sans cette « percée », la Russie « risque d'être à la traîne des pays avancés, pour toujours »¹⁸.

16. E. Muhametšina, « La cote de popularité de Vladimir Poutine n'est plus invulnérable », *Vedomosti*, 20 janvier 2019, disponible sur : <www.vedomosti.ru>.

17. « Le bien-être est plus important que la grandeur », *Kommersant*, 6 novembre 2018, disponible sur : <www.kommersant.ru>.

18. « Poutine a ordonné par son décret du mois de mai d'élaborer 12 projets nationaux », *Tass*, 7 mai 2018, disponible sur : <<https://tass.ru>>.

En 2019, le gouvernement russe a chiffré ces «projets nationaux» : environ 340 milliards d'euros devraient être investis en cinq ans dans les infrastructures, l'innovation, les nouvelles technologies, et la modernisation des industries, l'amélioration de la productivité du travail, etc. Sont également prévues de nouvelles mesures en matière de lutte contre la pauvreté. Certaines d'entre elles ont été annoncées par Vladimir Poutine dans son message à l'Assemblée fédérale du 20 février 2019.

Les experts indépendants russes sont unanimes. Ces énormes investissements devraient apporter quelques résultats positifs, mais ils ne pourront assurer une vraie «percée», surtout technologique, en premier lieu pour les raisons mentionnées plus haut. On pourrait ajouter que la Russie investit deux fois moins par habitant dans l'éducation et la science que les pays avancés. Qui plus est, dans la Russie poutinienne, la plupart des scientifiques vivent une vie très marginalisée sur le plan social, leur salaire moyen étant inférieur à celui des ouvriers migrants illettrés venus de l'Asie centrale. Chaque année, des milliers de jeunes chercheurs quittent le pays pour les États-Unis ou l'Europe de l'Ouest. Les sondages menés en 2018 auprès des classes de sortie des écoles russes sont à cet égard éloquentes : le métier de scientifique y est désigné comme le moins attractif. Par contre, le travail au FSB, dans la police ou pour le Parquet est considéré comme le plus prometteur du point de vue de la promotion sociale¹⁹...

Plus largement, le système politique et économique russe est beaucoup trop rigide, et ne permet pas aux forces vives de la société de participer à plein à l'effort de développement. Ces derniers temps, Vladimir Poutine a invité les «structures de forces» à ne pas gêner «l'initiative entrepreneuriale» ; mais ses appels sont restés des vœux pieux : pour ces structures, les entrepreneurs constituent la source principale des revenus de la corruption.

Début 2019, certaines prévisions du gouvernement ont déjà été revues à la baisse. Il ne s'agit plus, par exemple, d'atteindre une croissance de 4 % – on devrait se contenter de 3 %. L'inflation, qui était de 2,5 % en 2017 (le niveau le plus bas de la Russie post-soviétique), devrait dépasser cette année 4 % ou 4,5 %, avec toutes les conséquences qu'on peut imaginer pour la population.

Comme déjà mentionné, le contexte économique et social a joué un rôle dans l'anticipation du débat sur un renouvellement du pouvoir à cinq ans de l'élection présidentielle. Et on a l'impression que Vladimir Poutine a laissé

19. N. Dorenko, «La police comme ascenseur social», *Versia*, 30 juillet-3 août 2018, disponible sur : <https://versia.ru>.

ce débat s'ouvrir pour évaluer l'opinion publique et la position des élites dans la perspective de 2024. Il est peu probable qu'il quitte simplement le pouvoir. Vladimir Poutine est en pleine forme, et il est trop longtemps resté au sommet pour s'imaginer dans une position seconde. Certains signes ne trompent pas. En 2018-2019, Vladimir Poutine a changé les gouverneurs de 45 régions sur 85, et le processus se poursuit. Pour la plupart, les nouveaux gouverneurs sont des technocrates (certains sont d'anciens gardes du corps du président), totalement dépendants du chef de l'État.

Mais, comme certaines sources du Kremlin l'affirment, Vladimir Poutine aimerait éviter de modifier la Constitution pour pouvoir briguer un nouveau mandat. En l'absence de circonstances exceptionnelles, l'option la plus plausible serait celle qui a été testée en mars 2019 par Noursoultan Nazarbaïev au Kazakhstan. Comme l'on sait, ce dernier y a mis fin à ses fonctions de chef de l'État, tout en restant président à vie du Conseil de sécurité du pays, dont les pouvoirs ont été promptement et considérablement élargis. En quelque sorte, un *remake* de l'expérience de Deng Xiaoping en Chine.

Un tel scénario pourrait ajourner pour quelque temps la vraie lutte pour la succession qui se profile entre le clan des représentants de «structures de force» et le clan des «libéraux». Actuellement, le premier clan a le vent en poupe du fait de la confrontation avec l'Occident. Les sanctions, les tentatives d'isolement de la Russie sur la scène internationale correspondent au penchant naturel de ses membres pour la «solitude géopolitique» et le durcissement du régime. Ils jouent ainsi sur une corde sensible pour l'opinion publique russe : la «menace extérieure» incarnée par les États-Unis et l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). En fait, les élites américaines, qui connaissent mal la Russie et ignorent la trace profonde laissée dans la mémoire collective des Russes par la perte de plus de 20 millions de vies humaines dans la Seconde Guerre mondiale, agissent sans le vouloir en faveur de ce clan et de la conservation du régime en place. Le même reproche pourrait être adressé à Bruxelles, qui participe à la «guerre de sanctions» sans se demander si elles peuvent vraiment apporter les résultats recherchés.

La lutte entre «structures de force» et «libéraux»

Les «libéraux» ne sont pas très attachés à l'idée démocratique, mais comme on l'a relevé, leurs priorités se trouvent essentiellement dans le domaine économique. Ils sont liés aux oligarques russes, qui entendent continuer à cacher leur argent en Occident, y acheter châteaux et villas, et envoyer leurs enfants étudier dans les meilleures écoles occidentales. Une fois au pouvoir, ce clan serait disposé à un certain compromis avec l'Occident. Le problème est que les «libéraux», et en premier lieu Dmitri

Medvedev, sont impopulaires en Russie. De plus, la confrontation avec l'Occident leur laisse peu de chances dans la lutte ouverte avec le clan des représentants de « structures de forces ». Par contre, l'affaiblissement de la pression sur le pays pourrait renforcer leurs positions.

Un acteur majeur pourrait cependant briser tous les scénarios : le peuple russe. Les sondages montrent que pour l'heure, les Russes ne veulent pas de changement révolutionnaire. L'exemple de l'Ukraine, ruinée économiquement, encore plus appauvrie et corrompue, totalement soumise à Washington (guère intéressée à mettre fin au conflit du Donbass), les effraie. Mais si le vase du mécontentement en venait à déborder, tout pourrait basculer. Dans ce cas, d'autres forces pourraient se retrouver sur l'avant-scène politique, par exemple les nationalistes russes, dont certaines franges bénéficient d'un soutien tacite des « structures de force ». Malheureusement, la situation économique et sociale encourage dans une partie de la population une xénophobie qui sert d'autres intérêts²⁰.

Une chance pourrait aussi se présenter pour le leader de l'opposition « hors système » Alexeï Navalni, qui essaie de combiner l'idée démocratique et le patriotisme russe. Il a déjà réussi l'exploit de survivre à l'énorme pression de la « grande machine » du pouvoir. L'indignation des Russes sur la réforme des retraites lui a permis d'élargir son audience dans les réseaux sociaux. Aujourd'hui, les jeunes ne sont pas seuls à le soutenir : ils sont rejoints par une partie des classes d'âge plus élevées, y compris nombre de retraités qui ont traditionnellement été un élément important de la base sociale de Vladimir Poutine.

Selon toute vraisemblance, la Russie s'approche d'un tournant majeur de son histoire contemporaine. L'Europe pourrait l'aider à choisir une option moins rigide, plus propice au développement démocratique. Mais cela lui demanderait de s'élever au-dessus du paradigme actuel de la confrontation et de la « guerre des sanctions ».



Mots clés

Russie
Après-Poutine
Sanctions
Économie

20. E. Muhametšina, « Les Russes n'aiment de nouveau pas les étrangers », *Vedomosti*, 27 août 2018.